Bulletin d'adhésion 2016/2017

Données personnelles

NOM : ..... **Prénom :** .....

Adresse personnelle : .....

.....

Code postal :..... Ville : ..... Pays : .....

Téléphone : ..... E-mail : .....

Statut : ❏ Expatrié-e ❏ Résident-e ❏ Contrat local ❏ Détaché-e direct-e

Corps, grade, fonction, discipline : .....

❏ Je ne souhaite pas être inscrit-e à la liste de diffusion des adhérents

Je souhaite recevoir le journal fédéral :
❏ À mon domicile ❏ Dans mon établissement ❏ Je ne souhaite pas le recevoir

Établissement

Dénomination : .....

Adresse : .....

.....

Code postal :..... Ville : ..... Pays : .....

Statut (EGD, MLF, Alliance française…) :.....

Cotisation

Si vous avez une section Sud Éducation dans votre établissement, vous pouvez garder une partie de la cotisation (environ 10%) pour le fonctionnement local. Vous devrez alors envoyer au trésorier de Sud Océans HDF un bilan financier en fin d'année.

Cotisation totale : ☐ **Section locale :** ☐ **Somme envoyée :** ☐

Nombre de chèques et date d'encaissement : .....

J'autorise Sud Éducation à faire figurer ces informations dans les traitements de fichiers informatisés dans les conditions fixées par les articles 26 et 27 de la loi du 06/01/1978 Informatique et Libertés. Cette autorisation est révocable par moi-même dans les mêmes conditions que le droit d'accès en m'adressant à Sud Éducation Océans Hors de France.

Chèque(s) à l'ordre de : SUD Éducation Océans Hors de France

À envoyer à : Olivier Péault,
Carrer Jacquard, 22-24, Entresol 1ª
08028 Barcelone
Espagne

Fait à : .....

Le : .....

Signature :

Pourquoi se syndiquer à SUD Education ?

Depuis sa création, SUD Éducation Océans Hors de France n'a cessé de dénoncer la logique ultra libérale dans laquelle s'engage l'AEFE, les dégâts que cette politique engendre sur la qualité de l'enseignement français à l'étranger et ses conséquences sociales désastreuses sur les personnels. Notre syndicat inter professionnel et inter catégoriel affilié à la Fédération SUD Éducation et à l'Union Syndicale Solidaires permet à toutes celles et à tous ceux qui croient à d'autres valeurs que celles du marché et de la concurrence et qui ne se reconnaissent plus dans le fonctionnement et les modes d'action des grandes centrales syndicales, de porter des revendications spécifiques aux personnels exerçant « hors de France ».

POUR L'EGALITE ENTRE LES PERSONNELS

- Parce que la discrimination par la nationalité ou le type de contrat ne peut plus durer, nous militons pour une égalité de rémunération et de droits pour tous les personnels exerçant dans les établissements français de l'étranger. Non au management par le salaire ! À travail égal, droits et salaires égaux !
- Nous réclamons pour toutes et tous les mêmes droits que nos collègues de France (temps partiel, congé parental, congé longue maladie, congé formation, arrêt des trois mois de contrat local pour les « faux résidents »…)
- Parce que l'État doit assumer ses responsabilités, nous demandons la prise en charge totale des rémunérations des titulaires par le Ministère de l'Éducation Nationale ainsi que la reconnaissance par l'AEFE de tous les non-titulaires, français-es ou étranger-e-s (couverture sociale, exonération des frais de scolarité, protection en cas de troubles).

POUR UNE AUTRE GESTION A L'AEFE

- Contre la multiplication des moyens de pression et des outils hiérarchiques infantilisants favorisant le clientélisme, la docilité des agents et la concurrence entre les collègues, nous réclamons la fin des lettres de mission et l'abandon des projets de mobilité forcée imposés aux personnels.
- Pour plus de transparence, nous réclamons, pour tous les recrutements, des commissions paritaires qui ne soient plus uniquement consultatives.

POUR UN SERVICE PUBLIC DE QUALITE

- Parce que l'AEFE doit se recentrer sur sa mission de service public, nous dénonçons l'orientation libérale choisie par sa direction (*Plan d'orientation stratégique*, *offre et demande éducative*, *transfert de technologie*, *gouvernance*, etc.) et le recours systématique aux sociétés de prestation de services qui permet à l'agence et aux établissements de ne plus assumer ses obligations sociales d'employeurs responsables.
- Pour une laïcité non négociable partout dans le monde, nous veillons à ce que la religion reste une affaire privée et ne parasite pas l'organisation des enseignements et les recrutements.

Salaire en €	Cotisation	Salaire en €	Cotisation	Salaire en €	Cotisation
Moins de 300	3	+ de 1600	135	+ de 2700	364
+ de 300	6	+ de 1700	153	+ de 2800	390
+ de 600	15	+ de 1800	174	+ de 2900	416
+ de 750	27	+ de 1900	192	+ de 3000	443
+ de 900	45	+ de 2000	210	+ de 3100	472
+ de 1000	54	+ de 2100	230	+ de 3200	500
+ de 1100	64	+ de 2200	251	+ de 3300	530
+ de 1200	75	+ de 2300	272	+ de 3400	561
+ de 1300	89	+ de 2400	293	+ de 3500	593
+ de 1400	102	+ de 2500	315	+ de 3600	À calculer : 17,3 %
+ de 1500	117	+ de 2600	340		